

## La stratégie d'intégration du Kazakhstan en Asie centrale

par Sanat Kushkumbaev,  
Directeur adjoint du *Kazakhstan Institute for Strategic Studies*

(Traduction : Sabine Breuillard)

# La stratégie d'intégration du Kazakhstan en Asie centrale

par Sanat Kushkumbaev,  
Directeur adjoint du *Kazakhstan Institute for Strategic Studies*

(Traduction : Sabine Breuillard)

Les relations du Kazakhstan avec ses partenaires centre-asiatiques ont été soumises depuis l'effondrement de l'Union soviétique à un ensemble de facteurs liés à des questions économiques et politiques, et plus largement à des problèmes de politique internationale. Les pays d'Asie centrale dans la stratégie de politique extérieure du Kazakhstan occupent objectivement une position dominante. Comme on sait, les autres pays de la CEI, et en premier lieu la Russie, mais également la Chine, les Etats-Unis, l'Union européenne, l'Iran, la Turquie sont également des partenaires très importants du Kazakhstan et des autres pays centrasiatiques. Les Etats d'Asie centrale, quoique pour le Kazakhstan ils n'occupent pas sur le plan du commerce extérieur la même place que la Russie (place à laquelle peuvent prétendre aujourd'hui et dans l'avenir la Chine et les Etats-Unis), jouent néanmoins, et sont potentiellement capables de jouer, un rôle encore plus essentiel.

Ceci est conditionné objectivement par le fait évident de la proximité géographique des Etats d'Asie centrale. D'où l'interdépendance dans le domaine des transports et des communications, de l'eau et de l'énergie, et la similitude de tout un ensemble de tâches et de problèmes en politique extérieure et dans le commerce extérieur. Pour toutes sortes de raisons, différents projets d'intégration qui ont surgi en Asie centrale dans la décennie des années 1990-2000 n'ont pas été réalisés. Et l'une des raisons principales est liée au fait que souvent les priorités ont changé dans le cadre des initiatives régionales.

Au cours du sommet informel du 1er et 2 septembre 2006 à Astana, les leaders du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizstan et du Tadjikistan se sont penchés à nouveau sur les projets régionaux qui avaient été discutés à plusieurs reprises au cours de différents forums. Astana exprima alors le souhait de devenir la locomotive régionale sur le plan économique et commercial et au niveau des investissements. Le Kazakhstan formula tout un ensemble de propositions clés telles que : création de consortiums par branche d'industrie, de zones économiques spéciales près des frontières, et de structures communes d'investissement. La question d'une politique d'entente sur le plan de l'eau et de l'énergie dans la région est restée d'actualité. Lors de la rencontre d'Astana, les participants se sont mis d'accord pour créer un groupe d'experts afin « d'élaborer un projet acceptable par tous d'utilisation des ressources en eau ». Au cours de cette rencontre fut également discutée l'idée d'une union interétatique en Asie centrale, idée qui avait été proposée antérieurement par Astana. Bien entendu, le Tadjikistan et le Kirghizstan fondent beaucoup d'espoir sur la participation active de l'Ouzbékistan à la discussion des problèmes régionaux, et sur l'entrée dans la Communauté économique eurasiatique et l'Organisation du traité de sécurité collective.

L'aboutissement des grands projets régionaux dépend beaucoup de l'attitude de Tachkent. Ses relations avec le Kirghizstan et le Tadjikistan sont compliquées en raison de la situation aux frontières, du régime des visas, des questions liées aux migrants, des questions de transport et de transit, des problèmes liés à l'eau et aux ressources énergétiques, et de toutes sortes de problèmes encore. Ces questions compliquent depuis longtemps les relations entre les pays de la région et requièrent une attention permanente. Dans l'ensemble, on peut dire qu'il s'est produit un réchauffement des relations politiques au plus haut niveau, mais des maillons plus vulnérables persistent aux niveaux moyen et inférieur, au niveau des différentes branches de l'économie et dans les zones frontières.

Les principales questions des relations de l'Ouzbékistan avec ses voisins sont restées les mêmes. Elles figurent à l'ordre du jour des sommets, mais la situation ne progresse pas. De toute évidence, les autorités ouzbèkes, avec le temps, se sont remises du choc politique lié à la pression des Etats-Unis et de l'Union européenne. En outre, les principaux acteurs occidentaux sont intéressés à faire baisser progressivement le niveau des tensions avec l'Ouzbékistan, ce que l'on a bien compris à Tachkent. En fait, il s'agit pour Tachkent de renouer avec l'ancienne politique extérieure du « balancier ». Il est vraisemblable que, dans un avenir proche, l'Ouzbékistan ne pourra pas passer à un régime plus dynamique de relations avec ses voisins, en raison de la structure économique du pays, ainsi que pour toutes sortes de raisons politiques. La visite d'I. Karimov au Kazakhstan les 22 et 23 avril 2008 l'a bien montré, quand il a refusé officiellement de soutenir l'initiative kazakhe d'une Union régionale en Asie centrale. Cette visite contrastait fortement avec celle de Karimov en septembre 2006 à

Astana, quand, dans un épisode aujourd'hui célèbre, le leader de l'Ouzbékistan déclara au président du Kazakhstan : « Quelles que soient vos questions aujourd'hui, je suis prêt à les résoudre toutes ».

Les relations entre le Kirghizstan et le Kazakhstan revêtent traditionnellement un caractère amical, quoiqu'il existe entre eux toute une série de problèmes bilatéraux liés essentiellement à la sphère économique. En particulier, pour le Kirghizstan, la question du transit et le règlement de la question des travailleurs émigrés restent toujours d'actualité. Du côté du Kazakhstan, la question de la propriété au Kirghizstan se repose périodiquement, ainsi que les dettes de toute une série d'entreprises... Dans l'ensemble, ces problèmes sont plutôt liés à une question de réglementation et n'assombrissent pas les relations relativement étroites entre les deux pays.

Les relations tadjikes-kazakhes se développent relativement bien. Astana se montre également intéressée, dans une perspective d'intérêts mutuels, par l'investissement de capitaux dans la construction de centrales au Tadjikistan, dans l'agriculture et la métallurgie. Les compagnies et les fonds d'investissements kazakhs ont reçu le soutien officiel du gouvernement tadjik et sont prêts sur une base d'intérêts réciproques, à investir dans les projets socio-économiques du Tadjikistan. Les questions liées au problème du transit international et des migrants peuvent être résolues, comme cela a été souligné lors de la rencontre entre les chefs de gouvernement des deux pays le 23 août 2007 à Astana.

La question de la construction et du régime d'exploitation des centrales et des barrages en amont des grands fleuves joue un rôle déterminant dans le climat des relations entre les pays de la région. Comme on sait, les pays de l'amont, le Kirghizstan et le Tadjikistan, considèrent l'eau comme une ressource stratégique nationale et aspirent à transposer cette question sur le plan économique, alors que les pays de l'aval, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, sont convaincus du caractère artificiel de cette approche et ont des craintes pour la stabilité du stock de l'eau. Cette question est devenue particulièrement aiguë dans les relations entre Tachkent et Douchanbe. Le Kazakhstan comprend les difficultés éprouvées par le Tadjikistan. Il se dit prêt à participer à la réalisation de projets d'équipement d'une centrale électrique. Mais il essaie également de trouver un écho sur ces questions auprès de l'Ouzbékistan. Ce qui, sans conteste, est très important pour faire aboutir ces projets.

Ainsi, Astana propose à ses partenaires centrasiatiques de s'acheminer progressivement et logiquement vers une étroite collaboration régionale dans une approche pragmatique, en tenant compte des particularités de chaque pays. Dans ce contexte, une telle stratégie trouve un soutien à Bichkek et à Douchanbe ; Tachkent, en revanche, a rejeté très nettement tout soutien à l'initiative kazakhe.

Le retour sur la scène d'Achkhabad a contribué à changer le climat international en Asie centrale. Après l'arrivée au pouvoir de G. Berdymoukhamedov, le Turkménistan s'est mis à dialoguer plus activement avec ses voisins. Ainsi, les relations entre les pays d'Asie centrale ont considérablement évolué. Les liens interrégionaux, restés longtemps statiques, se sont renforcés. Si traditionnellement, les relations entre le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan étaient relativement importantes au niveau bilatéral et dans le cadre de structures multilatérales, en revanche, les relations avec l'Ouzbékistan étaient compliquées pour toutes sortes de raisons politiques et économiques. Le Turkménistan évitait les relations multilatérales et adoptait une démarche plutôt pragmatique concernant sa participation à une série de projets internationaux bien déterminés.

Les relations avec les principaux acteurs extérieurs, mais également les relations entre les deux grands pays de l'Asie centrale, - le Kazakhstan et l'Ouzbékistan -, jouent un rôle essentiel dans le climat politique de la région. Le changement des priorités dans la politique extérieure de Tachkent ne pouvait pas être sans incidence sur les relations de l'Ouzbékistan avec les autres alliés régionaux de la Russie : Kazakhstan, Kirghizstan et Tadjikistan. En même temps, curieusement, l'amélioration des relations politiques n'a pas conduit aux mêmes changements dans le domaine économique. Qui plus est, à côté des problèmes déjà existants, en sont apparus de nouveaux, ce qui incontestablement induit de nouveaux risques pour la stabilité de la région. La mise en oeuvre d'une répartition mutuellement acceptable des ressources en eau est un problème chronique ; les questions de transit et de transport, ainsi que les processus migratoires sont des questions qui sont constamment à l'ordre du jour des rencontres bilatérales et multilatérales. Le Kazakhstan a déclaré son aspiration à une collaboration plus étroite, et a l'intention de renforcer les tendances positives tant sur le plan politique (création de conseils interétatiques, dialogue bi- et multilatéral), que sur le plan économique (investissements dans le domaine de l'énergie, des transports etc.). Ces efforts ne sont pas liés aux ambitions des leaders, mais sont conditionnés par l'état des relations bilatérales et multilatérales des pays de la région. Cette stratégie est liée objectivement à la nécessité d'assurer la stabilité et la sécurité dans la région, et de créer un milieu favorable à la politique et au commerce extérieur.